

Unité départementale Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 ROUEN

Rouen, le 22/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

OISSEL TRANSPORTS

Zone industrielle
76350 Oissel

Références : UDRD.2023.12.ET.805.SB.BrJ
Code AIOT : 0005801263

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2023 dans l'établissement OISSEL TRANSPORTS implanté ZI de la Poudrerie 76350 Oissel. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle des installations classées (visite des 7 ans), l'inspection s'est rendue sur le site de la société OISSEL Transport situé ZI de la poudrerie Oissel (76350) afin de s'assurer du respect des prescriptions s'appliquant aux installations.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OISSEL TRANSPORTS
- ZI de la Poudrerie 76350 Oissel
- Code AIOT : 0005801263
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société OISSEL Transport est autorisée par arrêté préfectoral du 26 novembre 1998 modifié (par

les arrêtés préfectoraux complémentaires du 9 octobre 2012 et du 14 octobre 2014) à exercer une activité de lavage de citernes sur son site situé Zone Industrielle de la Poudrerie à Oissel.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Vérification par sondage des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 26 novembre 1998 complété par l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2014 imposant la constitution des garanties financières.
- Application des modalités de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des ICPE relevant du régime de l'autorisation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 14/10/2014, article 3	Lettre de suite préfectorale demande n° 1 demande n° 2	1 mois A compter de la notification de la lettre de suite
4	Analyse des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2 et 4	Lettre de suite préfectorale demande n° 3	1 mois
5	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 26/11/1998, article 4.6	Lettre de suite préfectorale demande n° 4	A compter de la notification de la lettre de suite
6	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 26/11/1998, article 4.8	Mise en demeure, respect de prescription, Lettre de suite préfectorale demande n° 5	6 mois 3 mois
7	Prévention de la pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 26/11/1998, article 5.6	Lettre de suite préfectorale demande n° 6	2 mois
8	Prévention de la pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 26/11/1998, article 5.7	Lettre de suite préfectorale demande n° 7	A compter de la notification de la lettre de suite
9	Bruit	Arrêté Préfectoral du 26/11/1998, article 7.6	Lettre de suite préfectorale demande n° 8	2 mois
10	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 26/11/1998, article 8.3 et 8.7	Lettre de suite préfectorale demande n° 9	15 jours
11	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 26/11/1998, article 8.12	Lettre de suite préfectorale demande n° 10	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des installations	Arrêté Préfectoral du 26/11/1998, article 1.2	Sans objet
2	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, il a été constaté la présence importante de végétation dans le bassin d'orage, preuve que ce dernier n'est toujours pas étanchéifié depuis 2012 (ce point avait déjà été signalé lors de la dernière inspection de 2013), ce qui ne permet pas de prévenir des pollutions par infiltration d'effluents dans le sol.

Aussi, l'inspection propose à monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

De plus, il est attendu de la part de l'exploitant une amélioration dans la surveillance des émissions du site (analyse sur les rejets des eaux pluviales et sur les rejets atmosphériques, mesure de bruit) ainsi que dans les modalités et le suivi de son exploitation (évacuation plus régulière des boues d'hydrocarbures, curage et nettoyage de la zone de lavage des petits conteneurs, fonctionnement de tous les blocs de secours et mise sur rétention de tous les produits liquides polluants et inflammables).

Enfin, concernant les campagnes d'analyse des PFAS, l'exploitant transmettra régulièrement les résultats commentés à l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/1998, article 1.2
Thème(s) : Situation administrative, Mise à jour des activités du site
Prescription contrôlée : Le tableau visé à l'article 1.2 listant les rubriques de la nomenclature des installations classées auxquelles est soumis l'exploitant est mis à jour. Le décret n°2018-900 du 21 octobre 2018 a supprimé la rubrique n°2920 et le décret n°2014-285 du 03/03/2014 a supprimé et remplacé les rubriques n°1430 et 1432 de la nomenclature. Le décret n°2021-976 du 21 juillet 2021 a modifié la rubrique n°2910.
Constats : Suite aux modifications successives de la nomenclature des installations classées, on peut noter - l'activité de combustion classée sous la rubrique n° 2910 (avec l'utilisation de 2 chaudières, dont l'une a été remplacée en 2020 avec une nouvelle puissance de 1,689 MW) reste soumise à déclaration, la puissance thermique nominale totale sur site étant de 2,5 MW ; - les activités classées sous les rubriques 47... (substances nommément désignées) en

<p>remplacement des rubriques n°1430 et 1432 de la nomenclature des installations classées qui ont été supprimées, restent soumises à déclaration, la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations pour le stockage en récipients à pression transportables (bouteilles propane, butane) étant inférieure 35 tonnes et pour les autres stockages (2 cuves de GPL de 30 m³ chacune soit 32,3 tonnes au total) étant inférieure à 50 tonnes ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'activité classée sous la rubrique n°4331 (avec 2 cuves enterrées de 50 m³ de gazoil soit 84,5 tonnes au total)) reste sous le régime de la déclaration, la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations de gazoil étant inférieure à 100 tonnes. - l'activité station service classée sous la rubrique n°1435 reste sous le régime de la déclaration, le volume annuel de carburant liquide distribué par la station service, au titre des années 2021 et 2022 transmis par courriel du 27 novembre 2023, étant respectivement de 1 273 m³ et 1 396 m³ ; - l'activité classée sous la rubrique n°2930 (ateliers de réparation et d'entretien des véhicules) reste sous le régime de la déclaration, la surface totale étant de 2 260 m² (estimation de la surface sur photographie aérienne des 3 bâtiments par l'exploitant) ; <p>L'inspection constate la présence de plusieurs citernes routières de GPL sur le parc de stationnement de l'exploitant, activités non classées au titre de la nomenclature des installations classées et régie par l'arrêté ministériel du 29 mai 2009 dit « TMD » relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres fixant notamment les règles de sécurité.</p> <p>L'exploitant relève tous les mois son compteur d'eau dont les valeurs sont inscrites dans un registre. Pour le mois d'octobre dernier, sa consommation est de 1 954 m³ soit en moyenne 89 m³ par jour ouvré (22 pour le mois d'octobre), bien en dessous des 235 m³ autorisés uniquement pour son activité de lavage classée sous la rubrique n°2795 de la nomenclature des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que les résultats de l'autosurveillance sont bien transmis via GIDAF.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2014, article 3
Thème(s) : Autre, Natures et quantités maximales sur site
Prescription contrôlée :

<p>Le montant des garanties financières est fixée à 190 383 € TTC. Les quantités maximales de déchets couvertes par ce montant, pouvant en conséquence être stockées sur le site, sont les suivantes : L'exploitant est néanmoins tenu d'évacuer ses déchets régulièrement et doit être en mesure d'en produire justification à l'inspection des installations classées. Il tient à jour un état des stocks des déchets présents sur le site qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Cet état des stocks est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection note que l'acte de cautionnement des garanties financières transmis par courrier en date du 1er juillet 2015 est toujours valide, sa durée expirant uniquement à l'arrêt définitif total ou partiel des activités du site.</p> <p>L'exploitant n'a pas de plan à jour des installations de prétraitement des effluents et précise avoir installé une cuve de 30 m³ pour stocker les boues d'hydrocarbures issues du bassin déshuileur/décanteur.</p> <p>L'inspection constate que les quantités maximales de déchets stockées sur le site et couvertes par le montant des garanties financières ne sont pas dépassées, sauf légèrement pour les boues d'hydrocarbures à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 4 cuves type IBC d'égouttures soit environ 4 tonnes (max à 12t) ; - 1 benne 30 m³ de boues déshydratées non dangereuses sur site (en sortie du filtre presse) soit une moyenne de 7,5 tonnes, calculé à partir du tonnage total d'octobre 2023 à 45,06 t pour 6 enlèvements (max à 20 t) ; - boues « déshydratées » dangereuses : ce sont les boues d'hydrocarbures stockées dans le silo de 30 m³, dernier enlèvement de 22,66 t (max à 20 t- léger dépassement) ; - boues du bassin biologique et du bassin d'homogénéisation (de 1 100 m³ au total) sont stockées dans une cuve à boues de 20 m³, dernier enlèvement de 16 t (max à 213 t). <p><u>Demande n° 1 :</u> l'exploitant transmettra au plus tard sous un délai d'un mois à l'inspection le plan des installations de la station de lavage (y compris le prétraitement) mis à jour en y indiquant notamment le volume/la capacité des différents ouvrages de prétraitement des effluents.</p> <p><u>Demande n° 2 :</u> l'exploitant procède dès à présent à l'évacuation des boues d'hydrocarbures plus régulièrement afin de s'assurer que la quantité maximale présente dans le silo ne dépasse plus les 20 tonnes.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Analyse des substances PFAS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2 et 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Campagne des PFAS dans les rejets aqueux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 2 : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du</p>

<p>présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées. Article 4 : II. - L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I.</p> <p>Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon le délai suivant : six mois pour réaliser la première campagne d'analyse à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant a déjà organisé les 3 campagnes d'analyse des substances PFAS avec un laboratoire pour les mois d'octobre, novembre et décembre 2023. Les 20 substances PFAS (liste indiquée à l'article 3 de l'arrêté susvisé) seront analysées au point de rejet des eaux résiduaires en sortie de l'unité de traitement du site avant d'être acheminées à la station d'épuration Emeraude de la Métropole Rouen Normandie.</p> <p><u>Demande n° 3 :</u> l'exploitant transmettra à l'inspection les résultats <u>commentés</u> des campagnes d'analyse au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Prévention de la pollution de l'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/1998, article 4.6</p>
<p>Thème(s) : Autre, Stockage des produits liquides</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout récipient susceptible de contenir des produits liquides polluants doit être associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand récipient - 50 % de la capacité globale des récipients associés.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que des bacs contenant des produits liquides polluants ainsi que le bac de type GRV contenant du gasoil non routier et situé dans la station de lavage ne sont pas mis sur rétention.</p> <p><u>Demande n° 4 :</u> l'exploitant procède dès à présent à la mise sur rétention de tous les récipients susceptibles de contenir des produits liquides polluants ainsi que des liquides inflammables sur son site .</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : à compter de la date du rapport</p>

N° 6 : Prévention de la pollution de l'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/1998, article 4.8</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales polluées</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Un réseau de collecte des eaux pluviales susceptibles d'être polluées provenant des toitures et des parkings doit être aménagé. Ce réseau est dirigé vers un bassin d'orage et correctement dimensionné équipé d'un séparateur d'hydrocarbures et d'une vanne d'obturation avant d'atteindre le réseau public de la zone industrielle qui se rejette dans la Seine. L'étanchéité de ce bassin, interdisant toute pollution par infiltration dans le sol, sera réalisée dès la mise en service de la station de lavage.

Constats :

L'inspection constate que les eaux pluviales susceptibles d'être polluées de la zone où se situe la station de lavage ainsi que l'aire de stationnement des véhicules en attente de lavage sont dirigées vers un dispositif type déshuileur/débourbeur avant rejet dans la Seine via le réseau d'eau pluviale collectif. Par contre, aucune analyse n'a été réalisée à ce jour afin de s'assurer du respect des valeurs limites de rejet indiquées à l'article 4.15 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site. Toutefois, l'exploitant indique procéder au curage et au nettoyage régulier du dispositif, preuve à l'appui le dernier bordereau de suivi de déchet de janvier 2023.

L'inspection constate également que les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sur les autres zones du site (principalement des aires de stationnement) sont dirigées vers un bassin d'orage qui semble équipé d'un séparateur d'hydrocarbures avant d'atteindre le réseau public via une noue. Toutefois, le bassin n'est pas étanche à la vue de la végétation qui y a poussé et n'empêche pas une pollution par infiltration dans le sol, ni ne permet le confinement d'une pollution accidentelle ou des eaux d'extinction incendie. L'inspection constate que des travaux semblent avoir débutés dans l'enceinte du bassin ce que confirme l'exploitant qui indique avoir mandaté une entreprise, mais n'a pas pu présenter la commande le jour de la visite.

Écart réglementaire n° 1 : le fait de ne pas disposer d'un bassin d'orage étanche devant interdire toute pollution par infiltration dans le sol, constitue une non-conformité à l'article 4.8 « eaux pluviales polluées » de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 1998 modifié.

L'inspection propose à monsieur le préfet de Seine-maritime de mettre en demeure la société OISSEL Transport de respecter l'article 4.8 dans un délai de 6 mois en réalisant les travaux nécessaires à l'étanchéification du bassin.

Demande n° 5 : l'exploitant procède au plus tard sous un délai d'un mois à une analyse des rejets d'eau pluviales susceptibles d'être polluées en sortie du dispositif de traitement (débourbeur/déshuileur) dont les résultats commentés seront transmis à l'inspection, accompagnés le cas échéant des actions correctives mise en œuvre en cas de dépassement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Prévention de la pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/1998, article 5.6

Thème(s) : Risques chroniques, Mesure des rejets atmosphériques issus de la chaufferie

Prescription contrôlée :

Une mesure des paramètres sera effectuée 6 mois au plus tard après la mise en service des installations, puis tous les 3 ans sur le débit et les oxydes d'azote.

Constats :

<p>L'exploitant indique avoir changé la chaudière (fonctionnant au gaz de pétrole liquéfié) de la station de lavage en octobre 2020. L'inspection constate que cette dernière a fait l'objet d'un contrôle de mise en service le 20 octobre 2020 dont le rapport conclut que le contrôle est satisfaisant. L'exploitant précise également avoir un contrat de maintenance annuelle et que des mesures sur les rejets atmosphériques sont effectués lors des contrôles tous les 6 mois. Le dernier en date du 10 juin 2023 ne révèle pas de non-conformité.</p> <p>La réglementation (arrêté ministériel du 3 août 2018) qui s'applique aux chaudières mises en service après 2018 fixe les valeurs limites d'émissions atmosphériques suivantes :</p> <p>pour le NOx (oxyde d'azote) = 150 mg/Nm³</p> <p>pour le SOx (oxyde soufre) = 5 mg/Nm³</p> <p>pour le CO = 100 mg/Nm³</p> <p>S'y ajoutent les valeurs limites indiquées dans le tableau de l'article 5.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation pour le débit des gaz brûlés (fixé à 153 m³/h) et les poussières (fixé à 5 mg/Nm³).</p> <p>Après la visite, l'exploitant a transmis les tickets des mesures (notamment sur le CO, NO et NOx) des fumées de la chaudière, effectuées le 20/06/2023 lors de la maintenance du fabricant qui ne relève pas de dépassement sur le NOx et le CO. Par contre, aucune mesure sur le débit des gaz brûlés, le SO₂ et les poussières n'a été effectuée.</p> <p>Après la visite, l'exploitant indique avoir contacté un bureau d'étude pour analyser les fumées en sortie de la chaudière.</p> <p>Par ailleurs, un dispositif de détection fixe de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, doit être mis en place dans les installations, exploitées sans surveillance permanente. Le matériel de détection gaz a été vérifié le 16 octobre 2023 dans le cadre de la maintenance annuelle dont le rapport conclut que la détection est fonctionnelle.</p> <p><u>Demande n° 6 :</u> l'exploitant procède au plus tard sous un délai de 2 mois à une mesure des paramètres (débit des gaz brûlés, SO₂ et poussières) sur les rejets atmosphériques en sortie de la chaudière. Le rapport sera transmis à l'inspection dès réception accompagné le cas échéant de mesures correctives en cas de dépassement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Prévention de la pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/1998, article 5.7
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant des installations, notamment du traitement des effluents. Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassins de stockage, traitement...) difficiles à confiner, elles doivent être implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage.</p>

Constats :

L'inspection indique que des odeurs d'eaux usées lui ont été signalées à plusieurs reprises, notamment sur la route côté Seine en dehors des heures d'exploitation. L'inspection constate une odeur d'eaux usées au niveau de la zone de lavage des petits conteneurs ayant contenu des solvants, zone proche de la route et qui pourrait être à l'origine des odeurs si la rétention de la zone n'est pas régulièrement et correctement nettoyée.

L'exploitant indique qu'un produit « destructeur d'odeur » est ajouté pendant la phase de lavage pour les citernes ayant contenu des produits et/ou déchets très odorants. Le lavage s'effectue en toute rigueur avec la porte fermée de la piste.

Demande n° 7 : l'exploitant procède au nettoyage aussi souvent que nécessaire de la rétention de la zone de lavage des petits conteneurs et notamment chaque fin de semaine afin d'éviter l'apparition d'odeur persistante pouvant occasionner une gêne pour le voisinage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : à compter de la date du rapport

N° 9 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/1998, article 7.6

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des VLE

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit réaliser tous les 3 ans au minimum et la première fois au moins un mois après le démarrage des installations, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par son établissement.

Constats :

L'exploitant n'a pas pu fournir de mesure de bruit de son site. Toutefois, à ce jour, aucune plainte n'a été signalée à l'inspection.

Demande n° 8 : l'exploitant procède au plus tard sous un délai de 2 mois à une mesure de bruit afin de s'assurer du respect des valeurs limites indiquées à l'article 7.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Le rapport sera transmis à l'inspection, accompagné le cas échéant des mesures correctives en cas de dépassement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/1998, article 8.3 et 8.7

Thème(s) : Situation administrative, Vérifications périodiques

Prescription contrôlée :

Toutes les vérifications concernant notamment les moyens de lutte contre l'incendie, les installations électriques, les dispositifs de sécurité (détection feu, réseau gaz et organes de sécurité y afférent...) doivent faire l'objet d'une inscription sur un registre ouvert à cet effet.

Les installations électriques sont vérifiées annuellement par un organisme agréé.

Constats :

L'inspection constate que les vérifications périodiques sont effectuées par l'exploitant :

<ul style="list-style-type: none"> - pour les installations électriques par thermographie, le 12 mai 2023 dont le rapport conclut qu'il n'y a aucune anomalie ; - pour les installations électriques le 12 mai 2023 dont le rapport a relevé 9 observations, levées par l'intervention d'un électricien le 15 novembre 2023 sauf l'observation sur les blocs de secours indiquée en cours ; - pour les extincteurs le 23 mars 2023 dont le rapport indique le bon fonctionnement de tous les extincteurs ; - pour la détection fixe de gaz dans la chaufferie le 20 juin 2023 dont le rapport conclut que la détection est fonctionnelle. <p>Elles sont reportées dans un registre ouvert à cet effet.</p> <p>Demande n° 9 : l'exploitant confirmera au plus tard sous un délai de 15 jours à l'inspection que tous les blocs de secours du site sont désormais fonctionnels.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 11 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/1998, article 8.12
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens pour lutter contre un sinistre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Défense incendie extérieure : la défense contre l'incendie est assurée par 2 hydrants situé sur la voie publique à 20 m et à 90 m de la station de lavage. Défense interne : un hydrant sera installé à proximité du bâtiment existant utilisé pour les activités de répartition des véhicules. L'établissement sera pourvu de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à couvrir, tels que caisses de sables avec pelles de projection, seau à incendie etc. Un réseau d'extincteurs homologués, convenablement répartis et facilement accessibles sera installé. Il comprendra des extincteurs portatifs et des extincteurs sur roues. Il sera régulièrement vérifié par un organisme compétent. (...). Un interrupteur général permettant de couper le courant dans tout l'établissement sera installé et clairement indiqué dans un endroit facile d'accès.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate la présence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un poteau incendie dans l'enceinte du site à moins de 20 m de la station de lavage ; - un autre poteau incendie sur la voie publique situé à moins de 90 m de la station de lavage ; - d'extincteurs facilement accessibles. <p>L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que les poteaux incendie assurent chacun un débit de 120 m³/h sous 1 bar.</p> <p>L'inspection n'a pas vérifié la présence ou non d'un hydrant installé à proximité des activités de réparation des véhicules.</p> <p>Demande n° 10 : l'exploitant procède au plus tard sous un délai d'un mois à une mesure du débit du poteau se situant dans son site afin de s'assurer d'un débit de 120 m³/h sous une pression de 1 bar.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois